

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 8 mars 2024

Le chiffre de la semaine

LE CHIFFRE A RETENIR

-49%

C'est la diminution du niveau de polluants NO₂ à Londres entre 2016 et 2023, selon un rapport de la *Greater London Authority* et de *Transport for London*.

Ce niveau a même été plus bas en 2023 qu'en 2020 malgré l'effet des périodes de confinement. Cette baisse intervient alors que la population londonienne s'est accrue de 1 million de personnes sur la même période et est plus marquée sur la zone centrale de Londres. Les dépassements de niveau légal de NO₂ ont eu lieu cinq fois en 2023 contre 56 fois en 2016. Selon l'étude, l'amélioration est principalement due à la mise en place de zones à ultra basses émissions (Ulez), lancées en 2019 dans le centre de Londres et étendues en 2021 aux quartiers périphériques, ainsi qu'à la conversion des bus à l'électrique ou hybride et à la hausse des véhicules électriques circulant dans la capitale. La baisse est plus marquée à Londres que dans le reste de l'Angleterre (-35 %), en Ecosse (-39 %), au Pays de Galles (-31 %) ou en Irlande du nord (-27 %). Ces données sont publiées à deux mois des élections municipales à Londres pour lesquelles le maire Sadiq Khan (travailliste) est candidat à sa succession et a fait de sa stratégie de baisse de la pollution dans la capitale un point majeur de sa politique.

Fait marquant

Le *Spring Budget* présente des mesures de soutien sectorielles d'ampleur plus limitée que l'*Autumn Statement* de novembre dernier

Le Chancelier de l'Échiquier Jeremy Hunt a présenté le 6 mars son *Spring Budget* (budget de printemps, qui correspond à une loi de finances initiale en France). Dans un contexte préélectoral, il a privilégié l'allègement de la fiscalité des ménages et a présenté peu de mesures de soutien aux entreprises. Pour rappel, le Chancelier avait annoncé en novembre dernier, lors de l'*Autumn Statement*, 4,5Md£ de soutiens nouveaux aux secteurs de l'*Advanced Manufacturing* entre 2025 et 2030 et une pérennisation du dispositif fiscal de *full expensing* permettant une déduction fiscale du montant des investissements l'année de leur acquisition.

Les mesures en faveur de l'industrie se sont limitées à un paquet de soutiens publics d'environ 150M£, ciblés sur l'aéronautique et la santé, présenté le 1^{er} mars. Le Chancelier a également annoncé le lancement d'une consultation pour l'extension du régime de déduction fiscale des nouveaux investissements des entreprises (*full expensing*) aux actifs en leasing—une telle mesure irait dans le sens des demandes du secteur, mais ne serait mise en œuvre que « dès que les conditions budgétaires le permettront ». La principale demande de l'industrie automobile, qui était la remise en place d'incitations à l'achat de véhicules électriques pour les particuliers, n'a en revanche pas été reprise.

Jeremy Hunt a annoncé quelques mesures pour accélérer la décarbonation du mix électrique, dont la principale est le lancement prochain d'un nouvel appel à projets d'énergies renouvelables (*allocation round 6*) fin mars avec un montant de subvention de 1 Md£, dont 800 M£ pour les projets éoliens offshore (contre 227 M£ pour l'édition précédente). Il a par ailleurs annoncé plusieurs compléments aux mesures annoncées en novembre sur l'accélération des connexions au réseau électrique, comme la mise en œuvre d'un processus plus rigoureux qui priorisera le raccordement des projets en fonction de leur état d'avancement.

Energie-climat

Le Royaume-Uni dépense moins que les autres grands pays européens pour sa politique énergétique bas-carbone (Greenpeace)

Une étude de l'ONG Greenpeace ([UK worst of top Western European economies for green spending | Greenpeace UK](#)), fondée sur les données de l'Agence internationale de l'énergie sur la période 2020-2023, montre que le Royaume-Uni est le pays qui dépense le moins pour sa politique énergétique bas-carbone parmi les cinq grands pays européens, avec un total de 33,3 Mds\$, contre 111 Mds\$ pour l'Italie, 93 Mds\$ pour l'Allemagne, 64,5 Mds\$ pour la France et 51 Mds\$ pour l'Espagne. Le montant inclut les dépenses liées au réseau d'électricité, à l'efficacité énergétique, à l'innovation sur les carburants, aux transports bas-carbone et à l'électricité bas-carbone. Le mauvais classement du Royaume-Uni vaut aussi pour les dépenses

d'énergie verte par habitant (500\$/habitant sur trois ans, contre 950\$ en France, 1115\$ en Allemagne et 1880\$ en Italie). Le ministère de la sécurité énergétique et du net-zéro a commenté ces données en déplorant qu'elles omettent de mentionner que le R-U était la première grande économie à avoir réduit de moitié ses émissions et représentait la deuxième plus importante capacité en énergies renouvelables d'Europe, et que le pays restait sur sa trajectoire pour atteindre l'objectif de zéro émissions nettes en 2050.

Le régulateur de l'énergie étudie des mesures de protection des consommateurs face aux prix de l'énergie et de traitement des factures impayées

L'Ofgem, régulateur britannique de l'énergie, a lancé un appel à contribution en vue de l'adoption de mesures de protection des consommateurs face au coût de l'énergie et de traitement d'un montant record de 3,1Md£ de factures impayées. L'Ofgem demande aux fournisseurs d'énergie, aux consommateurs, aux organisations caritatives et aux sociétés de gestion de dettes de lui faire part de leurs suggestions avant le 13 mai.

Environnement

Le parti travailliste s'engage pour une économie zéro-déchet d'ici 2050

Le parti travailliste finalise son programme en cette année d'élections générales (date encore non fixée) et le shadow secrétaire d'Etat à l'environnement Steve Reeds a indiqué que le parti s'engagerait à atteindre une économie zéro-déchets d'ici 2050, grâce à une politique de recyclage des matériaux plus active, sur le modèle de celle de la Belgique ou des Pays-Bas. Selon lui, une telle politique ne nécessiterait pas d'investissements publics majeurs dès lors que le futur gouvernement élaborerait sa stratégie avec les entreprises qui pourraient tirer bénéfice de l'utilisation de biens recyclés moins chers pour leur production. Cette annonce intervient dans un contexte où le parti travailliste a fortement revu à la baisse son Green Prosperity Plan pour la décarbonation de l'économie en février dernier, passant d'un objectif de 28 Mds£ d'investissements par an à 4,7 Mds£ sur la prochaine législature, dans un contexte de dégradation des perspectives économiques, de baisse de la marge budgétaire laissée par le parti conservateur suite aux budgets d'automne 2023 et de printemps 2024, de niveau élevé de taux d'intérêt et d'attaques récurrentes du parti conservateur sur un engagement passif de crédits publics non financé.

Transports

Le groupe américain GXO Logistics achètera finalement le logisticien britannique Wincanton

Le conseil d'administration de Wincanton, logisticien britannique employant 25 000 salariés, a recommandé à ses actionnaires d'accepter l'offre de rachat présentée par le logisticien américain GXO Logistics, au détriment de celle présentée par le français CMA CGM. Pour rappel, CMA CGM avait présenté en janvier dernier une offre d'environ 600M£ pour l'acquisition de Wincanton. GXO Logistics a soumis au CA de Wincanton une offre supérieure de 25% à celle de CMA CGM.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr